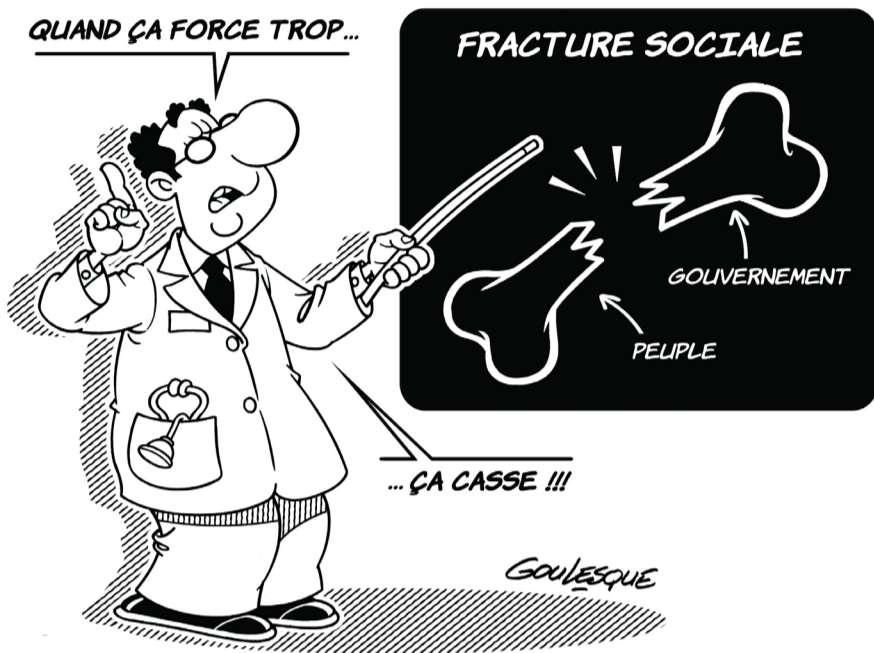


«Le seul moyen d'affronter un monde sans liberté est de devenir si absolument libre qu'on fasse de sa propre existence un acte de révolte.» Albert Camus



Qui peut encore prétendre aujourd'hui que le système des représentants dans lequel nous vivons permet l'expression de la volonté populaire ? Le pouvoir exécutif, élu par défaut, pour simplement préserver les libertés publiques de l'arrivée au pouvoir de l'extrême droite, démontre, avec cette réforme des retraites, qu'il possède tous les leviers nécessaires pour imposer par la force un programme rejeté par l'immense majorité de la population. Malgré l'agitation carnavalesque d'une gauche incapable de se renouveler hors du champ réformiste, le pouvoir législatif a validé cette réforme et donc trahi les Français. Quant au pouvoir judiciaire, sa plus haute institution, le conseil d'Etat, a considéré que tout s'était fait dans le cadre constitutionnel et n'a même pas pris la peine de laisser l'espoir d'un référendum pour sauver les apparences.

Les dirigeants de l'intersyndicale ont joué la carte de la « responsabilité » et du respect des institutions : nous voyons aujourd'hui que cette option est une impasse. Les 12 journées de grèves essaimées sur plusieurs mois n'ont pas fait reculer le gouvernement. Il ne fallait pas bloquer le système, il fallait faire appel à la responsabilité des élus. Voilà où nous en sommes. La croyance dans ce système, entretenue par la plupart des dirigeants syndicaux et par la gauche réformiste, nous conduit droit dans le mur. Car, en face, les loups ne sont jamais repus et ils sont prêts à tout pour s'accaparer un peu plus les richesses, encore. Le patron du MEDEF, Geoffroy Roux de Bézieux, l'assume. A la question de savoir si la politique macroniste pouvait permettre à Marine Le Pen d'accéder au pouvoir, il répond : « le RN est un risque nécessaire, sinon l'alternative, c'est de ne rien faire »¹.

Car le risque est là, n'en déplaise à toutes celles et ceux qui ont voté Macron pour éviter Le Pen. Macron est le fossoyeur de la République et le meilleur allié objectif de Le Pen. Jamais le RN n'a été aussi puissant et, à l'instar du patron du MEDEF, cela ne le dérange pas : sans quoi il n'aurait pas permis à 80 députés d'extrême droite de gagner les législatives en refusant de faire un front républicain. D'ailleurs, si quelques aficionados de la Nupes veulent encore croire à la voie électorale, qu'il se pose la question : dans l'éventualité d'un second tour Nupes/RN, combien de macronistes et de gens de droite voteraient-ils pour la Nupes ?

L'immense majorité de la population est dans la souffrance et la colère, elle ne croit plus au système. Si aucun projet révolutionnaire alternatif ne vient à émerger, elle pourrait se retourner vers un régime autoritaire d'extrême droite, pour peu que le Rassemblement National persiste à faire croire qu'il est un parti qui se soucie de la question sociale : c'est absurde pour qui connaît l'histoire, le patrimoine de bon nombre de ses partisans et de ceux qui le financent mais la démagogie, malheureusement, ça peut marcher. Quand la IIème République a noyé dans le sang les espoirs populaires, un Bonaparte a su la manier pour se faire élire avec 75% des voix. On connaît la suite. Les exemples de Trump, de Bolsonaro, l'Italie actuelle, la montée inquiétante du populisme en Espagne et en Argentine, tout nous montre que ce scénario est possible, acceptable pour les financiers et les grandes entreprises. Aujourd'hui, être réformiste sous prétexte que cela semble plus raisonnable et/ou rester dans des structures syndicales qui entrent dans cette logique, « parce qu'elles ont plus d'adhérents », est une démarche irresponsable et dangereuse. La reconstruction d'un syndicalisme révolutionnaire porteur d'un vrai projet de société est plus que jamais d'une urgente actualité.

Loi «plein emploi» où comment criminaliser la pauvreté

Pour résoudre le problème du chômage, nos gouvernants ont enfin un plan. Ce projet de loi sur le plein-emploi (carrément !) sera présenté à l'Assemblée en juin. Les chômeurs chômant un peu trop, on va les aider à se reconnecter au monde du travail. Ainsi, dans un épais rapport, Thibault Guilluy, haut commissaire à l'emploi prévoit une série de mesures dont la création de France Travail, remplaçant Pôle Emploi, qui gèrera le versement du RSA désormais conditionné à « l'obligation de consacrer 15 à 20 heures par semaine pour une activité permettant d'aller vers l'insertion professionnelle »¹.

Mais est-ce efficace ? Au 4ème trimestre 2022, la DARES comptait un peu plus de 3 millions de chômeurs en catégorie A, c'est-à-dire sans emploi, et un peu plus de 5 millions si l'on compte les catégories B et C (personnes en activités réduites). Les 300 000 à 470 000 offres d'emploi non pourvues en 2022 annoncées par Thibault Guilluy² seront donc largement insuffisantes. À cela s'ajoute le problème de la qualification. Il semblerait que du point de vue surplombant de nos dirigeants tous ces emplois vacants peuvent être assurés par le premier venu un peu motivé. Mais cela relève du phantasme que les métiers mal rémunérés assignés aux classes populaires ne nécessitent pas de formation et que n'importe qui peut les assurer. N'en déplaise à tous ces ministres, on ne s'improvise pas maçon, boucher ou aide à domicile.

Qu'importe l'inefficacité prévisible de la mesure, les chômeurs sont sommés de collaborer. Et pour cela de nouvelles sanctions sont à l'étude. Auparavant, le système était trop laxiste avec des aides trop rarement suspendues voire radiations quasi-inexistantes, à cause notamment de lourdeurs administratives pour la mise en place de ces procédures. Faut-il comprendre que les conseils départementaux qui assurent ces missions aujourd'hui se perdent en commissions dans lesquelles on se soucie du sort des allocataires ? Mais France Travail est là pour apporter un peu d'huile dans les rouages. Désormais, avec la « suspension remobilisation » il sera possible de suspendre temporairement les droits à une allocation sans toutefois suspendre l'accompagnement de la personne. Les allocataires étant désormais obligés de s'inscrire à France Travail qui leur versera le RSA, la procédure gagnera en rapidité. Pas sûr que rajouter de la précarité à la précarité en supprimant une aide du jour au lendemain va aider quiconque à retrouver un emploi. Mais la recette est connue, le pauvre est, d'une façon ou d'une autre, responsable de sa situation et devra être puni pour cela. Rien à voir avec le puissant qui, lui, a travaillé dur pour hériter mériter la place qu'il occupe aujourd'hui...

Enfin, on peut se poser la question de la nature de ces activités sensées permettre aux chômeurs de renouer avec l'emploi. Olivier Dussopt, en septembre 2022, n'était déjà pas très clair : ces activités consisteraient en de « la formation, immersion, la démarche sociale accompagnée, les ateliers collectifs, etc... ». Mais on n'en sait pas plus aujourd'hui. Le ministre espère-t-il vraiment atteindre le plein-emploi avec des stages de rédaction de CV ? Ce que l'on sait en revanche, c'est que certains présidents de conseils départementaux ont des idées, à l'image d'un Stéphane Haussoulier, président divers droite du conseil départemental de la Somme qui déclarait dans les Echos : « J'espère qu'on nous donnera la capacité de prescrire des emplois, ce que nous ne pouvons pas faire actuellement. Ma priorité, c'est de pourvoir les postes vacants, et il y en a des milliers dans mon département ». Pour résumer sa pensée, les pauvres qui refusent de bosser dans des boulots dont personne ne veut, devront désormais le faire à des conditions salariales défiant toute concurrence.

On le voit clairement, cette nouvelle mesure antisociale, outre son inefficacité annoncée sur l'emploi, se double d'une défiance toujours plus assumée des classes dominantes envers les pauvres. Il s'agit plus ici criminaliser la pauvreté et de mettre au pas les chômeurs que de réfléchir à de vraies solutions. Mais il semblerait qu'une part grandissante de travailleurs de ce pays n'accepte plus de se laisser exploiter au nom de la seule sacro-sainte valeur travail. Aujourd'hui, le phénomène de démission silencieuse (quiet-quitting) est un phénomène mondial qui inquiète jusqu'aux plus hautes sphères du patronat. Dans un monde libéralisé et dérégulé, le marché du travail est un champ de bataille pour les travailleurs, peut-être serait-il temps de désertir un petit peu, histoire de redéfinir collectivement qui sont nos véritables ennemis...

J.

¹ Emmanuel Macron, le 17/03/2023

² Thibault Guilluy sur BFM Business le 20/04/2023

Construire la résistance.

Les médias nous annoncent la montée de la popularité de Marine Le Pen et le MEDEF semble envisager son arrivée au pouvoir comme une option acceptable. Dans bon nombre de pays, des gouvernements d'extrême droite ont accédé au pouvoir. Il est tout à fait possible que cela nous arrive en France. Et il faut bien constater que ce ne serait que le prolongement et la radicalisation du traitement que nous subissons aujourd'hui car les dirigeants économiques ont des exigences qui ne peuvent être instaurées que par la force. Au cours des quatre ans à venir et, après, quel que soit le prochain président, nous devons nous préparer à affronter des conditions de vie dégradées, l'imposition de politiques antisociales par un Etat toujours plus violent et qui bafoue les libertés fondamentales.

Macron a été élu pour faire barrage au Rassemblement National et qu'a-t-il fait depuis qu'il est au pouvoir ? Eviter le Rassemblement National c'est, je suppose, vouloir préserver les libertés publiques : liberté de réunion, de rassemblement, de manifestation, liberté d'expression, refus des arrestations arbitraires, des condamnations pour délit d'opinion, refus d'une répression violente et systématique des opposants, refus d'une police qui blesse et qui prend le risque de tuer des manifestants, refus du racisme, de la xénophobie, du renforcement des politiques anti-réfugiés et des politiques néocoloniales dans les DROM et les COM. Quel bilan ? Des éborgnés, des morts pendant les gilets jaunes, des scènes de guerre à Notre-Dame-des-Landes et à Sainte-Soline, des supposés manifestants en garde à vue préventive, d'autres interdits d'accès aux lieux des manifestations, des gens condamnés pour avoir « maltraité » des mannequins à l'effigie de Macron ou pour avoir brandi une banderole « Macron dégage », la ligue des droits de l'Homme attaquait publiquement par le ministre de l'intérieur (une première depuis Pétain), des rassemblements interdits, des manifestants violentés, l'intimidation policière qui se banalise, un durcissement des conditions d'accueil des étrangers, des familles vivant en France depuis des années, intégrées, avec des parents qui ont un travail et qui se trouvent menacés d'expulsion, une opération militaire à Mayotte, l'opération « Wuambushu », pour détruire un bidonville de migrants comoriens et qui est une atteinte aux droits humains que même la très officielle défenseuse des droits déplore¹. Faire barrage au RN c'est, je suppose encore, être attaché à un système censé être l'émanation de la volonté populaire et qui se soucie du respect de cette volonté. Est-il utile de développer ?

Si Le Pen arrive au pouvoir, elle n'aura qu'à poursuivre en l'intensifiant ce qui se fait déjà. Ce sera pire, mais ce que nous vivons est déjà inacceptable et nous devons nous organiser pour résister.

Que Le Pen arrive ou non au pouvoir, nous devons prendre en compte le fait que nous vivons dans un régime où les libertés ne sont pas respectées, où les droits fondamentaux ne sont pas respectés, où les principes démocratiques ne sont pas respectés et s'apparentent à une simple posture d'un régime qui se rapproche lentement mais sûrement de ce que l'on appelle « les démocraties autoritaires », c'est à dire des dictatures qui gardent des apparences de démocraties représentatives. Dans ces conditions, il faut reprendre les réflexes des résistants qui s'organisent et luttent dans tous les régimes autoritaires. Ces réflexes reposent sur deux grands principes :

1) on ne collabore pas avec le système parce que nous n'en attendons rien et que nous savons que cela le renforce. Même la pire des dictatures a besoin d'une base suffisamment importante qui collabore et accepte le régime pour se maintenir. Le régime c'est l'ennemi, celui qui collabore est un traître.

2) notre seule arme est la solidarité. Et la solidarité se construit à la base. Il faut impérativement commencer par initier les réflexes de solidarité au plus proche de nous : dans nos entreprises, dans nos quartiers, nos villages. Organiser la solidarité autour des questions de logements, d'alimentation, d'accès à l'énergie. Organiser la solidarité face aux administrations qui radient, expulsent, précarisent, face aux patrons et aux fonctionnaires d'autorités qui maltraitent nos collègues, face à la police et à la justice qui répriment. La misère augmente avec l'inflation, les politiques antisociales. La crise financière qui couve² ne va faire qu'aggraver les choses, comme ça a été le cas en Grèce, en Espagne et au Portugal, en 2008. Même l'accès au soin devient un problème. Cette solidarité est une urgence et elle va devenir indispensable. C'est là que nous devons concentrer notre énergie plutôt que de la gaspiller dans des organisations qui veulent influencer sur les institutions de l'intérieur. Depuis le temps qu'ils font ça, on pourrait quand même leur demander de dresser le bilan de leur action « raisonnable ». Le pragmatisme, aujourd'hui, il se trouve dans la solidarité la plus élémentaire et qui se construira en dehors et contre les institutions.

C'est à partir d'actions toutes simples qui ne demandent pas d'être des héros capables d'affronter les forces de l'ordre dans des combats militaires, mais qui peuvent être assumés par tout le monde, que nous retisserons des liens forts qui rassurent et qui peuvent permettre l'émergence d'une contestation radicale généralisée, une de celles qui font parfois tomber les dictatures.

Jipé

¹ « Mayotte : la Défenseuse des droits regrette « une certaine précipitation » » dans l'opération « Wuambushu », Morgan FACHE, Le Monde-AFP, 27 avril 2023.

² « Les risques de crise financière ressurgissent avec force », Hélène REY, économiste, Tribune dans Le Monde, 23 juin 2022.

La réforme des retraites vu d'ailleurs en France. Voici un tract qui a été diffusé par des travailleurs « syndiqués ou non » sur Alès durant ce mouvement social sur la réforme des retraites :

Sans titre ni réforme

S'il était encore nécessaire de le rappeler : non, le système de renouvellement de la caisse de retraite n'est pas en péril et non, il n'y a aucune nécessité à rallonger le temps de cotisation. A ce sujet, voir le rapport du Conseil d'Orientation des Retraites, disponibles sur le net. Rappelons-nous que chaque jour, en France, c'est deux personnes qui meurent au travail, six qui se retrouvent handicapées à vie et deux agriculteurs qui se suicident. Mais également que l'espérance de vie moyenne d'un travailleur est aujourd'hui, de 59 ans....

Encore une fois, les centrales syndicales, quelles qu'elles soient, nous bassinent avec leur apparente radicalité face au gouvernement. Cela pour finalement répondre (et même en appeler) aux convocations du pouvoir afin de participer à de petites causeries dans lesquelles syndicats de travailleurs et patronaux s'unissent pour le plus grand bien... du patronat. Le syndicalisme du partenariat social livre, comme toujours, les conditions de vie des travailleurs aux patrons tout en marchandant quelques moindres reculs. Ces syndicats n'ont comme objectif que de se maintenir à la place de cogestionnaire de la misère que l'Etat a bien voulu leur concéder par le passé, afin de les faire taire et avec eux une grande partie des classes populaires. Effectivement, nous sommes habitués depuis des décennies à déléguer notre pouvoir d'organisation et d'action aux syndicats réformistes et aux institutions démocratiques. A ne rien gagner et à tout perdre.

Pourtant rappelons-nous que c'est toujours pour l'auto-organisation (en assemblée, conseils et collectifs de travailleurs, ou encore syndicats révolutionnaires, etc.) que les travailleurs et les travailleuses ont réussi à s'imposer face aux exploités. Que ce n'est qu'en faisant voler en éclats les divisions imaginaires qui nous séparent (Français/immigrés, travailleurs/chômeurs, ou entre les différents secteurs d'activité...) que tous les exploités ont obtenu gain de cause. Et si cette habitude de lutte collective auto-organisée et solidaire par-delà les frontières ne se développe pas, ce sera le triomphe du statu quo dans lequel nous survivons. Ce statu quo qui permet aux patrons toujours plus de profits sur notre dos, cela dans une concurrence mondiale impitoyable, la guerre de tous contre tous, que l'on retrouve dans sa pire expression aujourd'hui en Ukraine ou en Syrie.

Réinventer et cultiver la lutte collective auto-organisée pourrait entraîner, au contraire, la fin de l'exploitation et donc la libération du travail. Pour qu'enfin chacun puisse décider de ses activités et de ses orientations par rapport à ses besoins et désirs réels.

Ce que les riches possèdent est toujours fait de la sueur et du sang des travailleurs. A bas l'exploitation et vive l'autogestion de la vie quotidienne.